



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

FONDATION LA MAISON DES ENFANTS

33, AVENUE DES ACACIAS
35270 COMBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

FONDATION LA MAISON DES ENFANTS

33, AVENUE DES ACACIAS
35270 COMBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023

Aux membres de la Fondation,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **Fondation LA MAISON DES ENFANTS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation LA MAISON DES ENFANTS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les résultats sous contrôle de tiers font l'objet d'affectation de la part des financeurs. Le traitement présenté dans les comptes annuels 2023 respecte les demandes et propositions qui ont été officiellement formulées à l'arrêté des comptes annuels.

Les comptes annuels intègrent des immobilisations en cours significatives et en progression. Nous nous sommes assurés du caractère régulier de l'absence d'activation de ces actifs au 31 décembre 2023, ainsi que de la réalité de leur enregistrement comptable.

Le maintien des provisions pour risques et charges a fait l'objet de contrôles qui permettent de constater la réalité du risque concerné au 31 décembre 2023.

Les fonds dédiés de la Fondation évoluent de manière significative. Le détail de leur nature figure en annexe et reprend le fonctionnement pratiqué et accepté par les tutelles depuis plusieurs années sur les amortissements non consommés au regard des groupes arrêtés lors de la tarification.

Nous vous procédés à la vérification des règles, méthodes et estimations comptables retenues pour l'arrêté des comptes et détaillées dans l'annexe. Nous nous sommes également assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de la Fondation sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des administrateurs

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation LA MAISON DES ENFANTS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conduit à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RENNES,

Le Commissaire aux comptes
SAS CAFEX, représentée par

Julien BASLÉ

Signé électroniquement le 29/05/2024 par
Julien Baslé

Julien BASLÉ – Cabinet CAFEX
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes



BILAN PROPRE D'UN ESSMS - ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : 15 - MAISON DES ENFANTS DE COMBOURG

En Euro
(Provisoire)

ACTIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023			Exercice N - 1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2022 - 12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 732.41		3 732.41	3 732.41
Constructions	828 592.25	648 231.51	180 360.74	197 872.34
Installations techniques, matériels et outillage	64 398.73	45 269.13	19 129.60	22 882.69
Autres immobilisations corporelles	237 058.01	183 220.00	53 838.01	61 692.15
Immobilisations corporelles en cours	166 185.81		166 185.81	70 979.62
Avances et acomptes				780.00
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	200.00		200.00	200.00
Autres immobilisations financières	8 605.00		8 605.00	7 515.00
ACTIF IMMOBILISE - Total I	1 308 772.21	876 720.64	432 051.57	365 654.21
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	20 043.61		20 043.61	3 720.99
Autres créances	35 212.25		35 212.25	12 721.27
Valeurs mobilières de placement	31 139.05		31 139.05	33 379.28
Disponibilités	1 286 874.15		1 286 874.15	1 084 150.04
Charges constatées d'avance				2 944.88
ACTIF CIRCULANT - Total III	1 373 269.06		1 373 269.06	1 136 916.46
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 682 041.27	876 720.64	1 805 320.63	1 502 570.67

CAFEX
Commissaire aux Comptes

BILAN PROPRE D'UN ESSMS - ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : 15 - MAISON DES ENFANTS DE COMBOURG

En Euro
(Provisoire)

PASSIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	111 176.04	111 176.04
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	594 787.47	594 787.47
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	594 787.47	594 787.47
Autres réserves	138 624.00	
Report à nouveau	97 558.04	19 732.70
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	192 171.08	137 657.59
dont charges des activités SMS de prise en compte différée	(84 315.92)	(107 627.77)
Excédent ou déficit de l'exercice	96 761.99	216 449.34
Situation nette (sous total)	1 038 907.54	942 145.55
Subventions d'investissement	2 868.07	3 441.69
Provisions réglementées	113 944.16	113 944.16
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	1 155 719.77	1 059 531.40
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	194 743.23	33 883.23
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total III	194 743.23	33 883.23
PROVISIONS		
Provisions pour risques	14 667.00	14 667.00
PROVISIONS - Total IV	14 667.00	14 667.00
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	77 865.98	87 296.80
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	144 362.64	81 368.18
Dettes fiscales et sociales	208 123.53	225 205.73
Autres dettes	9 838.48	618.33
DETTES - Total V	440 190.63	394 489.04
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V + VI)	1 805 320.63	1 502 570.67
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0.00	0.00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0.00	0.00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0.00	0.00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0.00	0.00
Dont à moins d'un an	0.00	0.00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0.00	0.00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0.00	0.00

CAFEX
Commissaire aux Comptes

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

(Provisoire)

Dossier : 15 - MAISON DES ENFANTS DE COMBOURG

	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N - 1 01/2022 - 12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 124 930	1 921 598
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	2 121 597	1 911 598
Ressources liées à la générosité du public	6 000	2 000
<i>Dons manuels</i>	6 000	2 000
Utilisations des fonds dédiés		3 350
Autres produits	32 317	12 517
Total I	2 163 247	1 939 465
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	486 041	427 226
Impôts, taxes et versements assimilés	102 435	83 510
Salaires et traitements	919 810	844 766
Charges Sociales	332 090	297 853
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	52 192	59 882
Reports en fonds dédiés	160 860	9 209
Autres charges	36 667	29
Total II	2 090 094	1 722 474
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	73 153	216 991
PRODUITS FINANCIERS		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	4 961	1 972
Total III	4 961	1 972
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	2 645	2 913
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		920
Total IV	2 645	3 833
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 316	(1 860)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	75 469	215 131
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	18 534	1 011
Sur opérations en capital	2 799	10 534
Total V	21 333	11 545
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	40	267
Sur opérations en capital		7 522
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		2 438
Total VI	40	10 227
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	21 293	1 318
Total des produits (I+III+V)	2 189 541	1 952 983
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 092 779	1 736 533
EXCEDENT OU DEFICIT	96 762	216 449

CAFEX

ANNEXES

- ∂ Informations sur l'entité
- ∂ Faits majeurs de l'exercice
- ∂ Règles et méthodes comptables
- ∂ Règles comptables sur les actifs, amortissements et dépréciation
- ∂ Notes sur le bilan actif
- ∂ Notes sur le bilan passif
- ∂ Notes sur le compte de résultat
- ∂ Engagements financiers et autres engagements
- ∂ Autres informations

2 Informations sur l'entité

Objet :

La Fondation de Combourg créée le 8 juillet 1953 a été reconnue d'utilité publique le 30 janvier 1958. Ses statuts modifiés en date du 27 juin 2017, stipulent que son objet est d'accueillir temporairement des mineurs en difficulté, au sein de son établissement dont le statut est une maison d'enfants à caractère social (MECS).

Activité :

La fondation dispose d'un agrément du Département d'Ille et Vilaine de 24 places.

Cela représente en terme d'activité pour 2023, un volume de 8 322 journées.

Moyens mis en œuvre :

L'organigramme 2022 accordé par le financeur est de 27.54 ETP.

La Fondation a bénéficié sur 2023 d'un financement, de la part du Département d'Ille et Vilaine, à hauteur de 2 083 380€ auquel est venu se rajouter la régularisation en dotation de l'augmentation de la valeur du point pour 2023 à hauteur de 38 217€.

Soit une dotation globale 2023 de 2 121 597€, qui représente un prix de journée de 254.94€.

2 Faits majeurs de l'exercice

Durant l'année, le projet de déconstruction du site originel a conduit à accueillir les jeunes sur des sites différents : St Malo, Rennes et Combourg.

Le projet de construction de la nouvelle maison des Enfants de Combourg a été finalisé avec l'architecte et en partenariat avec le Département d'Ille et Vilaine.

La phase de démolition doit commencer courant avril 2024, avant que ne soit entamé la phase de construction qui s'étalera sur 2024 et 2025 selon le calendrier prévisionnel.

Dans le cadre du rapprochement entre la Fondation de Combourg et l'ARASS, le traité de fusion a été signé en juin 2023 et transmis au ministère pour suite à donner.

La date de fusion attendue est au 1^{er} janvier 2025.

ð Règles et méthodes comptables

- 1- Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le principe de prudence en regard des règles comptables en vigueur.

Nous avons, à compter de 2020, pris en compte le nouveau règlement comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 et n°2019-04 du 08 novembre 2019 relatifs aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable aux associations et fondations de notre secteur à compter du 1er janvier 2020.

- 2- Conformément à l'avis du CNC du 4 mai 2007 et à l'instruction de la DGAS du 17 août 2007, les charges à payer au titre des congés payés ont été constatées au 31/12/2023. La variation de congés payés au compte de résultat n'est pas reprise par les financeurs aux comptes administratifs et le montant total des charges non reprises pour l'établissement sous contrôle de financeurs s'élève au 31 décembre 2023 à 12 635 €.

- 3- Les nouvelles règles comptables introduites au 1er janvier 2005 par les nouveaux règlements sur les actifs, en particulier le retraitement par composant des immeubles inscrits au bilan de certains établissements, n'a pas donné lieu à un retraitement prospectif.

Ces règles sont appliquées pour toutes les nouvelles immobilisations acquises depuis le 1er janvier 2005. L'Association considère que le retraitement des constructions acquises antérieurement à la date du 01/01/2005, du fait de l'ancienneté des acquisitions, n'a pas un impact significatif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
 - permanence des méthodes comptables ;
 - indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est intervenu sur l'exercice.

ð Règles comptables sur les actifs, amortissements et dépréciation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, prorata temporis.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Types d'investissement	Durée d'amortissement
Logiciels, brevets et licences	5 ans
Construction bâtiment (méthode par composant)	Entre 10 et 50 ans
Installation générale, agencement et aménagement des constructions	10 ans
Matériel et outillage	Entre 5 et 7 ans
Matériel de transport	Entre 3 et 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	Entre 5 et 10 ans
Autres	5 ans

Stocks

Les stocks sont évalués au prix d'achat.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Aucun stock n'est constaté au 31/12/2023.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ð Notes sur le bilan actif

Actif immobilisé

Valeur brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo incorporelle	-			-
Immo corporelle	1 111 608	23 073	900	1 133 781
Immo financière	7 715	1 090		8 805
Immo en cours	71 760	94 426		166 186
TOTAL	1 191 083	118 589	900	1 308 772

Amortissement	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo incorporelle	-			-
Immo corporelle	825 428	52 193	900	876 721
Immo financière	-			-
TOTAL	825 428	52 193	900	876 721

Etat des créances

	Montant brut	1 an au plus	Plus de 1 an
Actif immobilisé	8 605	8 605	-
Actif circulant	-		-
Créances usagers	20 044	20 044	-
Autres créances	35 212	35 212	-
TOTAL	63 861	63 861	-

Régularisation d'actif

Produit à recevoir	18 171
Factures à établir	1 352
Charges constatée d'avance	0

Valeur mobilière de placement

Etat du portefeuille	Valeur comptable	Valorisation au 31/12/2023	Moins-value provisionnée	Plus-value latente
Crédit Agricole CET	24 288	24 288		
Malakoff retraite épargne	6 851	6 851		
TOTAL	31 139	31 139	-	-

ð Notes sur le bilan passif

Affectation du résultat de l'exercice précédent

Résultat N-1 (2021)	(+) 138 624	
Déficit (-) Excédent (+)		
Affectation		
Réduction des charges d'exploitation		
Financement de mesures d'investissement		
Financement de mesures d'exploitation		
Réserve de compensation des déficits		138 624
Réserve de couverture du BFR		
Compensation des charges d'amortissement		
TOTAL	138 624	138 624

Tableau de variation des fonds propres

	2023	2022	Variation
Fonds associatif	111 176	111 176	-
Fonds de dotation	82 669	82 669	-
Subvention non renouvelable	28 507	28 507	-
Réserves pour projet	594 787	594 787	-
Excédent affecté à l'investissement	222 900	222 900	-
Excédent affecté à la couverture du BFR	81 849	81 849	-
Excédent affecté à la compensation des charges d'amortissements	290 038	290 038	-
Autres réserves	138 624	0	(+) 138 624
Excédent affecté à la compensation des déficits	138 624	0	(+) 138 624
Report à nouveau	97 558	19 733	(+) 77 825
Affecté aux mesures d'exploitation			
Résultat sous contrôle du financeur	192 171	137 658	(+) 54 513
Dépenses différées ou rejetées	(-) 84 316	(-) 107 628	(+) 23 312
Report à nouveau	(-) 10 297	(-) 10 297	-
Subventions	2 868	3 442	(-) 574
	2 868	3 442	(-) 574
Provisions réglementées	113 944	113 944	-
	113 944	113 944	-
Résultat de l'exercice	96 762	216 449	(-) 119 687
Excédent (+) Déficit (-)	96 762	216 449	(-) 119 687
TOTAL	1 155 719	1 059 531	(+) 96 188

Excédent ou déficit effectif au 31.12.2023

	2023	2022
	Excédent (+) ou déficit (-)	Excédent (+) ou déficit (-)
Résultat comptable	(+) 96 762	(+) 216 449
Reprise résultat antérieur, mesure exploitation		
Provision congés payés	(+) 12 635	(+) 24 570
Résultat administratif	(+) 109 397	(+) 241 019
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	<i>(+) 109 397</i>	<i>(+) 241 019</i>

Détail des provisions réglementées

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Renforcement du BFR	-			-
Réserve de PV nettes d'actif immobilisé	113 944	0	0	113 944
Réserve de PV nettes d'actif circulant	-			-
TOTAL	113 944	-	-	113 944

Détail des provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provision pour risques <i>reprise aide apprenti</i>	14 667	0	0	14 667
Provision pour risques <i>retraite</i>	-			-
Provision pour charges	-			-
Provision pour dépréciation	-			-
TOTAL	14 667	-	-	14 667

Détail des provisions pour dépréciation

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Dépréciation des stocks	-			-
Dépréciation des clients	-			-
TOTAL	-			-

Suivi des fonds dédiés

Origine des fonds dédiés	A l'ouverture	Utilisé durant l'exercice	Nouvelles ressources	A la clôture
Fonctionnement				
Investissement	33 883		160 860	194 743
TOTAL	33 883		160 860	194 743

Rappel : la nouvelle réglementation comptable en 2020 a entraîné le reclassement des provisions pour renouvellement des immobilisations en fonds dédiés aux investissements.

Etat des dettes

	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissement de crédit	77 691	9 687	41 704	26 300
Etablissement financier				
Fournisseurs	144 363	144 363		
Dettes sociales et fiscales	208 124	208 124		
Autres dettes	9 838	9 838		
TOTAL	440 016	372 012	41 704	26 300

Régularisation de passif

Charges à payer	
Emprunt	175
Fournisseurs (FNP)	7 249
Congés payés	129 231
Personnel	15 901
Organismes sociaux	6 970
Etat	-
Autres	-
TOTAL	159 526
Produit constaté d'avance	-

ð Notes sur le compte de résultat

Ventilation des ressources hors ventes de biens et services

	2023	2022
Cotisations		
Reprise de subvention d'investissement	574	574
Dons manuels		
Mécénat		
Legs et donations		
Produits de la tarification	2 121 597	1 911 598
Participation des jeunes	22 833	7 994
Aides sur contrats salariés	9 333	12 000
Autres produits	30 243	5 534
Quote-part de subvention		
Cession d'immobilisations	-	9 960
Produits financiers	4 961	1 972
Transfert de charges / reprise de provision / fonds dédiés	-	3 350
TOTAL	2 189 541	1 952 982

Effectif moyen

	2023	2022
Effectif salarié		
Etablissement	34	34
Association	-	-
Personnel salarié en ETP		
Etablissement	33	33
Association	-	-

d Engagements financiers et autres engagements

Engagement reçus

Etablissement	Banque	Date emprunt	Montant total	Durée	Caution
Maison des Enfants	Caisse Epargne	03 / 2011	120 000	240 mois	100 % Conseil Départemental d'Ille et Vilaine

Engagements donnés

Dépôts de garantie donnés pour les locations : 8 605€ au 31.12.2023.

ð Autres informations

Rémunération des dirigeants

La Maison des Enfants n'a éventuellement qu'un cadre dirigeant salarié au sens de ce texte et il a été convenu pour préserver la confidentialité de ne pas publier cette information. Pour cette raison, il est uniquement précisé que la rémunération de l'unique cadre dirigeant est calculée par application de la Convention Collective du 15 mars 1966 (CC relevant du secteur sanitaire et social).

Convention réglementée

Il n'existe pas de convention réglementée entre la Fondation et ses dirigeants.

Valorisation des contributions volontaires

Les bénévoles (Monsieur le Président et les Administrateurs) ont passé environ 64 heures au service de la Fondation en 2023 :

- temps de réunion du Conseil d'Administration,
- réunions de vie sociale,
- participation aux Conférences des Présidents,
- réunions au Conseil Départemental,
- réunions avec la directrice de la Fondation.

Engagement de retraite

Les engagements de retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes de la Fondation => Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au 31/12/2023.

La Fondation a signé un accord d'engagements retraite externalisé auprès de l'organisme AG2R La Mondiale. Ce contrat représente 36 610 € au 31/12/2023.

Le calcul des engagements de retraite a été calculé en appliquant la méthodologie préconisée par la recommandation 2003 R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

Les paramètres suivants ont été retenus :

- taux de turn over : moyen pour les cadres et faible pour les non cadres
- taux d'évolution des salaires : 2%
- taux d'actualisation : 3.17 %
- départ à l'initiative du salarié
- taux de charges sociales : 35.44%
- âge de départ à la retraite : 65 ans.

Le montant ainsi calculé représente au 31.12.2023 : 582 858.95€ avant actualisation et 115 465 € en retenant le passif social actualisé.

Litige

Aucun litige n'oppose la Fondation à des anciens salariés.

Travaux immobilier

Dans le cadre du projet de reconstruction du site historique de la Maison des Enfants de Combourg, d'importants travaux sont prévus sur un calendrier s'inscrivant sur plusieurs années.

Depuis 2022, les équipes et les enfants accueillis ont été répartis sur des lieux d'hébergement (appartements ou maisons) à Combourg, Rennes et Saint Malo.

Ceci en attendant, que les travaux soient faits et que les équipes et les enfants puissent réintégrer le site historique de Combourg.

Ainsi depuis les comptes de 2022, il est engagé des dépenses, notamment d'architecte, de maîtrise d'ouvrage, d'études...

L'ensemble de ces dépenses, engagées en préambule des travaux de démolition et de future construction, sont toutes comptabilisées en compte d'immobilisation en cours.

Ainsi, sur les comptes 2023 et 2022, ces dépenses ne génèrent pas de charges impactant le résultat.

De la même façon, les immobilisations existantes ne sont pas sorties du patrimoine de la Maison des Enfants de Combourg :

- les biens immobiliers le seront lorsque la démolition sera effective,
- les biens mobiliers le seront lors de l'aménagement dans les nouveaux bâtiments en fonction de leur présence toujours effective à ce moment-là et des renouvellements qui auront été fait.